



Ministère de l'économie, des finances et du commerce extérieur
Ministère du redressement productif
Ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social
Ministère de l'artisanat, du commerce et du tourisme

Juillet 2013

Service Etudes, Statistique
et Evaluation (SESE)
de Guadeloupe

L'intérim en Guadeloupe et dans les Îles du Nord⁽¹⁾ en 2012

(1) Îles de Saint-Martin et de Saint-Barthélemy

En 2012, l'intérim a connu en Guadeloupe une baisse du nombre de contrats signés dans l'année (20 211 soit -11,4 %) mais pas de repli équivalent de l'activité en Equivalent Emploi Temps Plein (EETP). Celle-ci s'établit à 812 EETP, soit +1,8 %. En 2012, l'intérim connaît dans les Dom⁽²⁾ une hausse très légère du nombre de contrats signés (+0,3 %) mais une augmentation plus significative de l'activité en Equivalent Emploi Temps Plein (+4,7 %). Ce résultat cache néanmoins de fortes disparités entre départements : Alors qu'il baisse en Guadeloupe, le nombre de contrats augmente sensiblement en Martinique et en Guyane mais est quasi-stable à la Réunion. La Martinique enregistre quant à elle une forte hausse d'activité en 2012 (après une baisse en 2011) alors qu'ailleurs, l'activité en Equivalent Emploi Temps Plein progresse entre 1,8 % pour la Guadeloupe et 2,8 % pour la Guyane. Concernant la France entière, le nombre de contrats signés baisse de 4,8 % et l'activité en EETP diminue de 8,9 %.

(2) : Mayotte non pris en compte



L'intérim est peu présent en Guadeloupe et dans les Dom. Les quatre Dom regroupés (hors Mayotte) représentent 0,8 % du nombre de contrat et 0,85 % du volume total de l'intérim en France en Equivalent emplois temps plein (EETP).

Baisse du nombre de contrats en Guadeloupe en 2012

contrats	2012	Evol 12/11	2011	2010
GUADELOUPE	20 211	-11,4%	22 810	24 973
Total DOM	129 406	0,3%	129 031	127 881
France entière	16 010 751	-4,8%	16 825 567	15 685 574

Source DARES, traitement service ESE, Mayotte non pris en compte

La Guadeloupe seule ne représente que 0,13 % de l'ensemble des contrats signés dans l'intérim et 0,15 % de l'équivalent emploi temps plein « France entière ». L'intérim est donc sous représenté dans l'économie locale.

L'activité en EETP augmente en 2012 en Guadeloupe

EETP	2012	Evol 12/11	2011	2010
GUADELOUPE	812	1,8%	798	876
Total DOM	4 463	4,7%	4 264	4 032
France entière	525 058	-8,9%	576 080	527 147

Source DARES, traitement service ESE, Mayotte non pris en compte

Les entreprises présentes en Guadeloupe ont peu recours à l'intérim

Le taux de recours à l'emploi intérimaire, rapport entre le volume d'emplois intérimaires (en EETP) à l'effectif salarié du secteur privé est faible et ne dépasse pas 1,1 % en Guadeloupe. Il vaut 1,4 % dans l'ensemble des Dom (hors Mayotte) et 2,9 % au niveau national.

Un faible taux de recours à l'intérim en Guadeloupe

Taux de recours	2012	2011	2010
GUADELOUPE	1,1	1,1	1,3
Total DOM	1,4	1,4	1,3
France entière	2,9	3,2	3,0

Source DARES, traitement service ESE, Mayotte non pris en compte

Les principaux secteurs d'activité pour l'intérim en 2012 en Guadeloupe

Quelques activités ou groupes d'activités s'accaparent l'essentiel de l'intérim en Guadeloupe. En 2012, la construction,

premier employeur, concentre 46,2 % du volume d'emploi total en EETP, le commerce, qu'il soit de détail ou de gros en emploi 16,7 %. L'agriculture est quant à elle absente en 2012 après avoir été peu représentée les années précédentes. L'industrie dans son ensemble regroupe 15,7 % du volume d'emplois. Dans l'industrie, les activités les plus importantes sont par ordre d'importance les industries extractives, énergie, eau, déchets et dépollution (6,2 %), puis la fabrication d'autres produits industriels (5,8 %) -cela comprend entre autres le textile, le bois, la chimie, la métallurgie-, et les IAA (3,0 %). Les services regroupent 21,4 % du volume d'emplois. Les principaux secteurs employeurs sont le transport et l'entreposage (9,2 %), l'hébergement et la restauration (3,3 %) l'information et la communication (2,8 %) ainsi que les activités scientifiques et techniques (2,7 %).

La légère hausse en 2012 de l'emploi intérimaire global (passant de 798 à 812 en EETP soit +1,8 %) en Guadeloupe est le résultat d'évolutions très contrastées dans les secteurs d'activité. le secteur de la construction, poids lourd de l'emploi intérimaire – il représente 46,2 % des EETP en 2012– progresse de 13,6 %, mais après avoir connu auparavant une chute plus importante en 2011. L'industrie voit également le volume de travail EETP augmenter sensiblement de 13,9 %. Ce sont les industries extractives, l'eau, l'énergie et la gestion des déchets qui contribuent à cette hausse. Les autres secteurs industriels enregistrent plutôt une baisse du volume de l'emploi intérimaire. Le commerce, autre poste important (16,7 % de l'EETP en 2012) enregistre à contrario une baisse de 16,8 %. Les services voient aussi leur volume de travail EETP diminuer de 9,8 % mais après une forte hausse en 2011 (+23,9 %). Alors que la quasi-totalité des activités de service voient leur activité reculer pour l'emploi intérimaire, l'hébergement et la restauration enregistrent une progression du volume de travail EETP.

Répartition des contrats d'intérim (en %) et par grands secteurs (nombre) au département de l'agence d'intérim

Contrats 2012	Guadeloupe	Total Dom	France entière
AZ : Agriculture	0,0%	0,4%	0,6%
C1 : Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	4,2%	6,5%	12,3%
C2 : Cokéfaction et raffinage	0,1%	0,0%	0,0%
C3 : Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques ; fabrication de machines	0,4%	0,6%	3,0%
C4 : Fabrication de matériels de transport	0,1%	0,0%	1,9%
C5 : Fabrication d'autres produits industriels	5,7%	6,5%	16,3%
DE : Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	3,4%	15,5%	4,0%
FZ : Construction	19,2%	18,5%	14,2%
GZ : GZ : Commerce , réparation d'automobiles et de motocycles	42,2%	23,6%	11,6%
HZ : Transports et entreposage	6,1%	9,9%	13,5%
IZ : Hébergement et restauration	6,3%	6,1%	4,8%
JZ : Information et communication	5,3%	1,9%	0,8%
KZ : Activités financières et d'assurance	0,8%	1,2%	0,9%
LZ : Activités immobilières	0,2%	0,3%	0,4%
MN : Activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien	4,4%	7,1%	8,6%
OQ : Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	1,2%	1,4%	5,5%
RU : Autres activités de services	0,4%	0,6%	1,7%
Ensemble des secteurs	100,0%	100,0%	100,0%
Agriculture	0	470	89 592
Industrie	2 793	37 662	6 010 500
Construction	3 888	23 878	2 266 919
Tertiaire	13 530	67 397	7 643 740
Ensemble des secteurs	20 211	129 406	16 010 751

Source DARES, traitement service ESE, Mayotte non pris en compte

Répartition des EETP en 2011 (en %) et par grands secteurs (nombre) au département de l'agence d'intérim

EETP 2012	Guadeloupe	Total Dom	France entière
AZ : Agriculture	0,0%	0,2%	0,5%
C1 : Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	3,0%	4,0%	8,0%
C2 : Cokéfaction et raffinage	0,0%	0,0%	0,1%
C3 : Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques ; fabrication de machines	0,6%	2,5%	6,4%
C4 : Fabrication de matériels de transport	0,1%	0,1%	5,6%
C5 : Fabrication d'autres produits industriels	5,8%	9,2%	20,0%
DE : Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	6,2%	7,7%	3,6%
FZ : Construction	46,2%	41,1%	21,3%
GZ : GZ : Commerce , réparation d'automobiles et de motocycles	16,7%	13,9%	9,2%
HZ : Transports et entreposage	9,2%	6,8%	9,8%
IZ : Hébergement et restauration	3,3%	2,5%	1,6%
JZ : Information et communication	2,8%	2,6%	1,2%
KZ : Activités financières et d'assurance	1,5%	1,3%	1,6%
LZ : Activités immobilières	0,1%	0,7%	0,4%
MN : Activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien	2,7%	5,0%	7,4%
OQ : Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	1,1%	1,7%	2,2%
RU : Autres activités de services	0,6%	0,7%	1,0%
Ensemble des secteurs	100,0%	100,0%	100,0%
Agriculture	0	8	2 462
Industrie	128	1 051	229 480
Construction	375	1 833	111 753
Tertiaire	309	1 570	181 364
Ensemble des secteurs	812	4 463	525 058

Source DARES, traitement service ESE, Mayotte non pris en compte

Des durées de missions courtes

La durée moyenne des missions achevées dans l'année s'établit à 1,8 semaine en 2012 dans les Dom, durée légèrement supérieure à celle observée dans l'hexagone (1,7 semaine). La Guadeloupe présente une durée de mission en hausse en 2012 (2 semaines) et supérieure à la moyenne dans les Dom (1,8 semaine).

Des durées de missions courtes

Durée moyenne	2012	2011	2010
GUADELOUPE	2,0	1,7	1,8
Total DOM	1,8	1,7	1,6
France entière	1,7	1,8	1,7

Source DARES, traitement service ESE, Mayotte non pris en compte
Durée en semaines

Dans la construction, les durées de contrat sont les plus longues, 4,7 semaines en Guadeloupe et 4,0 semaines dans les Dom (4,5 et 3,9 semaines en 2011 respectivement), mais seulement 2,6 semaines « France entière » (durée identique en 2011). Malgré le poids très important de la construction en Guadeloupe, de nombreux secteurs où les durées de mission sont courtes « tirent vers le bas » la durée moyenne des contrats d'intérim. C'est particulièrement le cas dans le commerce et les services où la durée moyenne des missions ne vaut que 1,2 semaine (1 semaine en 2011). Ici ou là, quelques activités peuvent néanmoins proposer des durées plus longues que la moyenne bien que cela ne concerne souvent que peu d'intérimaires. Ce peut être également très changeant d'une année à l'autre compte tenu de la petitesse des effectifs équivalents. Quelques secteurs sont concernés : fabrication de matériel de transport (4,1 semaines), activités financières et d'assurance (3,7 semaines), Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution (3,6 semaines), fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques, fabrication de machines (3,3 semaines).

Durée des missions d'intérim en 2012 (en semaine) au département de l'agence d'intérim

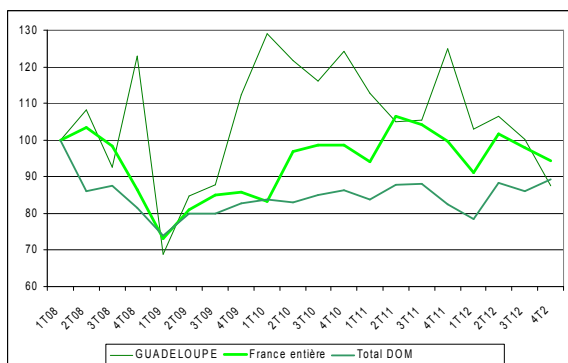
Durée 2012	Guadeloupe	Total Dom	France entière
AZ : Agriculture	-	0,9	1,5
C1 : Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	1,5	1,1	1,1
C2 : Cokéfaction et raffinage	1,8	5,2	3,9
C3 : Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques ; fabrication de machines	3,3	5,7	3,8
C4 : Fabrication de matériels de transport	4,1	7,5	5,3
C5 : Fabrication d'autres produits industriels	2,0	2,6	2,1
DE : Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	3,6	0,8	1,6
FZ : Construction	4,7	4,0	2,6
GZ : Commerce , réparation d'automobiles et de motocycles	0,9	1,1	1,4
HZ : Transports et entreposage	2,9	1,3	1,3
IZ : Hébergement et restauration	1,0	0,7	0,6
JZ : Information et communication	1,1	2,8	2,5
KZ : Activités financières et d'assurance	3,7	2,0	3,2
LZ : Activités immobilières	0,3	3,8	2,0
MN : Activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien	1,1	1,3	1,5
OQ : Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	2,1	2,2	0,7
RU : Autres activités de services	2,5	1,9	1,0
Ensemble des secteurs	2,0	1,8	1,7
Agriculture	-	0,9	1,5
Industrie	2,2	1,4	2,0
Construction	4,7	4,0	2,6
Tertiaire	1,2	1,2	1,2
Ensemble des secteurs	2,0	1,8	1,7

Source DARES, traitement service ESE, Mayotte non pris en compte

Evolutions trimestrielles

L'intérim a enregistré en 2007 un niveau record de contrats signés et d'activité en France comme dans les Dom. Depuis lors, la situation est plus contrastée. L'année 2008 a été le point de départ d'une légère baisse globale de l'activité intérimaire tant au niveau des contrats que de l'emploi EETP. L'année 2009 a été témoin d'un recul bien plus net, surtout au premier trimestre. Depuis ce point bas de début 2009, contrats signés et emploi en EETP ont tendance à remonter, la Guadeloupe étant le département qui dans les Dom oscille le plus autour de ses «niveaux « d'avant crise ». La Guyane enregistre une hausse des contrats et de l'activité en 2012 alors qu'en Martinique, l'activité intérimaire reste atone.

Evolutions trimestrielles du nombre de contrats d'intérim 2008-2012 (Séries brutes)

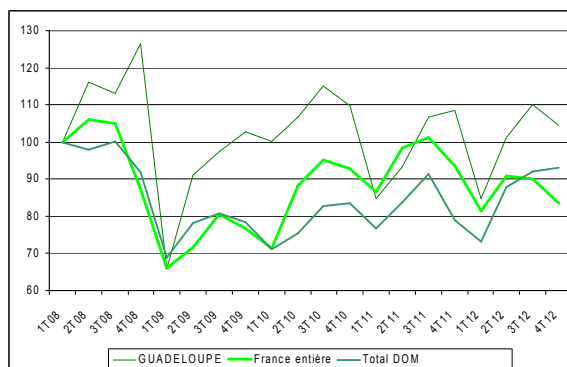


Source Dares, traitement service ESE, Mayotte non comprise
Base 100 au 1T 2008

L'année 2009 a été particulière de part l'ampleur des chutes conjointes du nombre de contrats d'intérim et du volume d'emploi afférent (en EETP). En 2009 et avant, la durée moyenne des missions achevées dans l'année était supérieure à deux semaines. Après 2009, cette durée moyenne s'est nettement raccourcie, passant sous la barre des deux semaines. « En cause », un nombre de contrats qui remonte très fortement en 2010 et qui « se maintient » à un niveau « élevé » en 2011 et un volume d'heures de travail qui n'a pas connue cette même évolution. En

2012, la baisse du nombre de contrats et le maintien de l'activité intérimaire en Guadeloupe provoque une remontée de la durée moyenne des contrats.

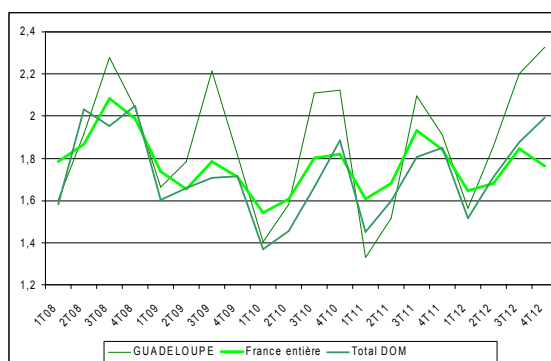
Evolutions trimestrielles du volume d'emploi EETP 2008-2012



Source Dares, traitement service ESE, Mayotte non comprise
Base 100 au 1T 2008

Une saisonnalité de la durée des contrats s'observe au cours des dernières années en Guadeloupe. Un point bas est généralement atteint au 1^{er} semestre de l'année, un pic de durée suit au second semestre. Dans les autres Dom et en France, le phénomène existe aussi tout en étant moins marqué. La durée des missions achevées dans l'année a tendance à baisser régulièrement ces dernières années. Dans les Dom et France entière, après un point bas atteint courant 2010, la durée des missions achevées a tendance à remonter un peu, particulièrement en Guadeloupe

La durée moyenne des missions terminées dans le trimestre entre 2008 et 2012



Source Dares, traitement service ESE, Mayotte non comprise
Remarque : séries brutes (non Corrigées des Variations Saisonnières) illustrant le caractère saisonnier de la durée des contrats d'intérim

POUR EN SAVOIR PLUS

« L'intérim en 2012 : fort repli du travail temporaire », Dares Analyses n°049, juillet 2013

« L'intérim en 2011 : croissance soutenue », Dares Analyses n°042, juin 2012

« L'intérim en Guadeloupe en 2011 », Dieccte Guadeloupe, janvier 2013

« L'emploi intérimaire en Guadeloupe et dans les Dom entre 2008 et 2010 », Dieccte Guadeloupe, février 2012

Les indicateurs statistiques relatifs à l'intérim calculés mensuellement, trimestriellement et annuellement sont également disponibles sur le site du Ministère du travail, de l'emploi et de la santé : www.travail.gouv.fr

Définitions

Chaque mois depuis 1995, les agences de travail temporaire transmettent à Pôle emploi un relevé des missions d'intérim réalisées. La DARES produit notamment le nombre de contrats d'intérim commencés dans le mois (données par trimestre ou année également disponibles), calcule les Equivalents Emplois à Temps Plein (EETP) ainsi que la durée moyenne des missions achevées dans le mois.

Contrats conclus (au cours d'une période) : missions dont la date de début appartient à la période considérée. Le nombre de contrats conclus mesure le flux d'entrées de l'emploi intérimaire dans la période.

Equivalent Emplois à Temps Plein (EETP) au cours d'une période : rapport du nombre total de semaines de travail réalisées par les intérimaires sur le nombre total de semaines ouvrées de la période. Par convention, ce nombre est fixé à 52 semaines pour une année. Cette convention de calcul conduit à sous-estimer légèrement l'équivalent emplois à temps plein, dans la mesure où une partie des missions ne comptabilise pas les périodes de congés.

Taux de recours annuel à l'intérim : rapport du volume de l'emploi intérimaire annuel en EETP à l'emploi salarié privé de l'année. L'emploi salarié retenu ici est celui fourni par L'URSSAF trimestriellement dont on fait la moyenne (emploi salarié privé). Le taux de recours annuel ainsi calculé est différent de celui qui figure dans les publications de la DARES pour le niveau national et de certaines publications précédentes de la DIECCTE Guadeloupe.

La nouvelle nomenclature d'activités NAF rév. 2 comporte cinq niveaux qui s'emboîtent parfaitement. Néanmoins, la nécessité de disposer de nomenclatures agrégées pour l'établissement de certaines statistiques et pour la diffusion s'est imposée au niveau international. C'est pourquoi trois niveaux supplémentaires (A 10, A 38 et A 64) ont été définis par les organismes internationaux. Ce dispositif a été complété par la France qui utilisera deux niveaux de plus (A 17 et A 129). Les données présentées dans cette étude par secteur d'activité sont ventilées en A 17.

Direction des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi de GUADELOUPE**Direction :**

Rue des Archives, Bisdary – 97113 GOURBEYRE
Téléphone : 05.90.80.50.50
Télécopie : 05.90.80.50.00

Bureau de Jarry :

Immeuble Raphaël, ZAC Houelbourg Sud,
Lot n° 13 - Z.I de Jarry, 97122 Baie-Mahault
Téléphone : 05.90.83.10.34
Télécopie : 05.90.83.70.75

Bureau de Saint -Martin :

20, rue de Galisbay, 97150 Marigot - Saint -Martin
Téléphone : 05.90.29.02.25
Télécopie : 05.90.29.18.73

Bureau de Basse-Terre

30, chemin des Bougainvilliers-Guillard
97100 Basse-Terre
Téléphone : 05.90.99.35.99
Télécopie : 05.90.81.60.05

Bureau des Abymes - Aéroport

Annexe aérogare Fret nord – Morne Mamiel - Providence
97139 Les Abymes
Téléphone : 05.90.21.17.75
Télécopie : 05.90.21.17.76

Bureau des Abymes – Dothémare

Immeuble C2E – rue de l'Abreuvoire-Dothémare
97139 Les Abymes
Téléphone : 05.90.21.38.21
Télécopie : 05.90.90.28.95

Rédaction service ESE (Etudes, Statistique et évaluation)
de la Dieccte

Courriel : dd-971.statistiques@dieccte.gouv.fr

